



État du financement pour la nature

Tripler les investissements dans les
solutions fondées sur la nature d'ici à 2030

En support de :



Co-financé par :



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of the Environment, Climate
and Sustainable Development



ISBN: 978-92-807-3865-0

Résumé Analytique

La perte de la biodiversité est au cœur de nombreux défis sociétaux, tandis que les solutions fondées sur la nature offrent la possibilité de résoudre des crises intersectionnelles. Le rythme d'extinction des espèces, le réchauffement climatique, le nombre croissant de phénomènes météorologiques extrêmes et les zoonoses telles que le Covid-19, ont davantage renforcé la nécessité d'investir dans des actions durables qui améliorent la résilience des écosystèmes et répondent aux défis sociétaux, tels que la sécurité alimentaire, le changement climatique, la sécurité de l'eau, la santé humaine et l'amélioration de la résilience face aux risques de catastrophes.

Nos moyens de subsistance dépendent de la nature. Notre incapacité collective actuelle à comprendre que la nature représente le fondement de notre système économique mondial entraînera toujours plus de pertes financières. Plus de la moitié du PIB mondial total dépend partiellement ou fortement de la nature. L'agriculture, l'alimentation et les boissons, ainsi que la construction, sont les plus grands secteurs dépendant de la nature, or ils génèrent 800 milliards de dollars de valeur ajoutée brute.

L'intégrité des écosystèmes terrestres a été considérablement mise à mal à cause de l'activité humaine et du paradigme qui a privilégié la croissance économique à court terme. Afin d'éviter que l'humanité ne franchisse les limites sécuritaires des frontières planétaires, il est essentiel de modifier notre état d'esprit et de transformer notre relation avec la nature. Actuellement, la majorité des bénéfices essentiels de la nature ne disposent d'aucune valeur marchande financière, bien qu'ils soient à la base de notre prospérité actuelle et future. Qu'il s'agisse des politiques gouvernementales liées aux marchés publics, à la fiscalité, au commerce et à la réglementation, ou de la manière dont les entreprises et les institutions financières prennent leurs décisions en matière d'investissements, de risques et de divulgation, il est essentiel d'intégrer profondément la valeur de la nature dans notre système économique.

Les connaissances sur les capitaux dépensés et nécessaires pour les SFN restent limitées. Malgré l'intérêt croissant des gouvernements, des entreprises et des institutions financières, les connaissances et la compréhension de l'importance des capitaux déjà consacrés aux actifs et aux activités pouvant être considérés comme des solutions fondées sur la nature (SFN), de l'importance des capitaux qui devraient être consacrés aux SFN ainsi que des opportunités d'investissement évidentes sont généralement faibles. Ce rapport vise précisément à combler ces lacunes critiques en termes de connaissances. Il analyse les investissements mondiaux actuels dans les solutions fondées sur la nature (SFN) et estime les besoins d'investissement futurs afin de répondre aux ambitions en matière de biodiversité, de changement climatique et de restauration des terres, telles que définies dans les trois conventions de Rio. Le rapport propose des recommandations et expose les possibilités d'accroissement des investissements dans les solutions fondées sur la nature.

Le rapport indique qu'environ 133 milliards de dollars américains par an sont actuellement investis dans les SFN (en prenant 2020 comme année de référence), les fonds publics représentant 86 % et les fonds privés 14 %. Sur les fonds publics, qui s'élèvent à 115 milliards de dollars par an, plus d'un tiers est investi par les gouvernements nationaux dans la protection de la biodiversité et des paysages. Près des deux tiers sont consacrés à la restauration des forêts et des tourbières, à l'agriculture régénérative, à la conservation de l'eau et aux systèmes de contrôle de la pollution naturelle. Le financement des SFN par le secteur privé s'élève à 18 milliards de dollars par an, qui se compose de compensations pour la biodiversité, de chaînes d'approvisionnement durables, d'investissements à impact privé et de montants plus modestes provenant de fondations philanthropiques et privées. Le volume total des financements accordés à la nature est considérablement inférieur à celui des financements accordés au climat.

À l'avenir, les investissements dans les SFN devraient au moins tripler en termes réels d'ici 2030 et quadrupler d'ici 2050 si le monde veut atteindre ses objectifs en matière de changement climatique, de biodiversité et de dégradation des sols. Cette accélération équivaldrait à un investissement total cumulé pouvant atteindre 8 100 milliards de dollars américains ainsi qu'à un taux d'investissement annuel futur de 536 milliards USD. Les solutions forestières représenteraient à elles seules 203 milliards par an, suivies par la sylvopasture avec 193 milliards annuels, la restauration des tourbières avec 7 milliards de dollars par an et la restauration des mangroves avec 0,5 milliard par an. Ce rapport ne couvre pas tous les types de SFN, celles de l'environnement marin ont notamment été exclues. Ces dernières seront incluses dans les prochaines éditions.

La compilation de données sur les investissements en capital dans la nature dans tous les secteurs et pour toutes les grandes économies s'est avérée difficile et les estimations sont très incertaines. Ce rapport appelle à un accord sur un système d'étiquetage, de suivi, de rapport et de vérification de l'état du financement des SFN. Cela permettrait d'améliorer la comparabilité et la qualité des données, en tant que contribution à la prise de décision future.

Le secteur public joue un rôle fondamental dans la création d'opportunités et de demandes d'investissement dans les SFN. Tout d'abord, le secteur public met en place des politiques et des réglementations qui créent une source de revenus solide et stable pour les activités et les actifs des SFN. Les gouvernements et les organisations internationales publiques peuvent également contribuer à la mise en place d'un environnement favorable au développement de projets et à leur mise à l'échelle. Le potentiel des SFN de devenir une modalité d'investissement transversale formelle est évidente, tout en bénéficiant d'un plan stratégique formalisé et en y associant une allocation de ressources.

Les SFN représentent une opportunité pour les investissements du secteur privé dans la recherche de sources de revenus, afin de récolter les bénéfices d'une meilleure résilience, de réduire les coûts et d'améliorer leur réputation et leur objectif. Les entreprises devenant plus sophistiquées dans leur compréhension des opportunités liées aux SFN, il y aura un rôle pour les produits financiers d'atténuation des risques, à l'instar des garanties et des assurances, dans le but de créer des profils risque-rendement attractifs pour les grands investisseurs.

Les études de cas présentées dans le rapport illustrent l'analyse de rentabilité et le potentiel de la lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement par le biais des SFN. Les exemples vont de l'engagement du gouvernement écossais d'allouer 250 millions de livres sterling pour la restauration des tourbières au cours des dix prochaines années, au fonds vert pour le climat au Laos qui a soutenu l'agence de mise en œuvre dans la restauration d'une zone humide urbaine fondamentale pour la provision de services écosystémiques, tels que la régulation du débit de l'eau et la réduction des risques d'inondation.